

Rapport général de la réunion - débat de la CONFEMEN

« Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie : Défis, priorités et perspectives pour l'après 2015 »

La réunion-débat préparatoire à la 56^e session ministérielle de la CONFEMEN s'est tenue à l'Hôtel Pullman de Dakar. Les travaux se sont déroulés sur trois jours du 17 au 19 mars 2014. Y ont pris part 121 délégués, venus de 24 pays membres de la CONFEMEN, représentant les différentes parties prenantes de l'éducation : experts, gouvernement, associations de parents, société civile, organismes nationaux et internationaux.

Les activités de la première journée ont débuté par une cérémonie d'ouverture suivie d'un exposé introductif portant sur le thème principal de la réunion-débat, des interventions des ministres présents, des présentations de la Banque islamique de développement (BID) et du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC). Par la suite, les participants ont été invités à s'inscrire aux 3 ateliers portant sur les thématiques suivantes :

- Accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous dans une perspective d'éducation de base élargie, du préscolaire au secondaire;
- Gouvernance partenariale et décentralisée des systèmes éducatifs régulés par les autorités publiques nationales;
- Financement durable des systèmes éducatifs des pays membres de la CONFEMEN pour plus d'efficacité et un meilleur coût-efficacité.

Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence des représentants des pays membres de la CONFEMEN, des autorités sénégalaises et d'autres invités (corps diplomatique et organisations non gouvernementales).

Elle a débuté par un mot de bienvenue du Secrétaire général de la CONFEMEN, Monsieur KI Boureima Jacques, suivi des allocutions des personnalités suivantes qui ont confirmé leur intérêt pour cette réunion - débat :

- Le Directeur de l'Éducation et de la Jeunesse de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Monsieur Ma-Umba MABIALA a entre autres confirmé la pertinence de cette réunion pour l'OIF qui est en train de finaliser sa stratégie jeunesse, a mentionné que l'OIF entendait favoriser l'éducation orientée vers l'employabilité et a réaffirmé la disponibilité de l'OIF à renforcer sa collaboration, notamment en fournissant de l'expertise à travers, par exemple une initiative comme IFADEM.
- Le Représentant de l'Ambassade de France, Monsieur Éric COIGNARD a souligné l'appui financier de la France à la CONFEMEN à travers entre autres les activités du PASEC.
- La Présidente en exercice de la CONFEMEN, Madame ALBATOUL Zakaria, Ministre de l'Enseignement fondamental et de l'Alphabétisation du Tchad a rappelé que les conclusions des

débats influenceront les décisions et les orientations qui émaneront de la prochaine conférence ministérielle de la CONFEMEN.

- Le Parlementaire de la Belgique, Monsieur Yves REINKIN, Vice-président de la Fédération Wallonie – Bruxelles, Vice – président de la Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires culturelles (CECAC) de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), a mentionné qu'il évoquera les conclusions de la réunion-débat avec la Commission de l'Éducation, des Affaires culturelles et de la Communication (CECAC) qui réfléchit sur la thématique d'une éducation globale efficace pour le développement durable.
- Le Ministre sénégalais de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat, Monsieur Mamadou TALLA, représentant le Ministre de l'Éducation nationale a mentionné que l'équité, l'inclusion, la gouvernance et l'évaluation du système éducatif étaient d'une grande importance pour le Sénégal.

Exposé introductif

L'exposé a été mené par monsieur Mamadou NDOYE (expert consultant) qui a présenté notamment, des contextes, objectifs et problématiques à traiter en vue de la 56^e Conférence ministérielle. Il a fait état de la situation de l'Éducation pour tous (EPT) en exposant l'historique, le bilan, les perspectives, les priorités et les défis pour les pays membres de la CONFEMEN. Il a également posé la problématique des 3 thématiques de la réunion-débat.

De cet exposé, il est ressorti les six messages suivants :

- Promouvoir des politiques transformatives ;
- Poser la qualité comme inséparable de l'équité et de l'efficacité externe ;
- S'appuyer sur la Gouvernance partenariale décentralisée pour mobiliser un large engagement en faveur de la qualité et de l'équité ;
- Situer l'école et la classe comme lieux décisifs d'investissements et d'action où se déroulent les changements pour l'amélioration continue de la qualité ;
- Mobiliser des ressources additionnelles, élément indispensable pour élargir une éducation de base inclusive et de qualité au secondaire
- « Assurer une éducation et un apprentissage tout au long de la vie, équitable et de qualité pour tous d'ici à 2030 » à travers des changements de paradigmes, de nouvelles politiques et de nouveaux systèmes.

À la suite de son exposé les échanges ont porté notamment, sur :

- les raisons de la non-atteinte des objectifs de Dakar 2000 ;
- les problèmes liés à la mobilisation du financement pour l'éducation;
- la nécessité de la prise en compte des recommandations de la ministérielle de la CONFEMEN par les chefs d'État lors du prochain Sommet de la Francophonie en novembre 2014 dans la perspective des réunions internationales à venir en 2015;
- la nécessité pour les chefs d'État de favoriser l'intégration des bonnes pratiques suggérées par la société civile, dans leurs efforts visant à améliorer la qualité de l'éducation;

- la problématique de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans les systèmes éducatifs qui manquent de personnel formé à cet effet.

Intervention des Ministres présents

Le ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation de la Guinée, Monsieur Ibrahima KOUROUMA et le ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique et professionnel du Gabon, Monsieur Léon N'ZOUBA ont mis l'accent sur la nécessité de résoudre les questions d'accès, d'équité, de qualité et de gouvernance de l'éducation, de développer le cursus professionnel et technique, ainsi que la formation continue (tout au long de la vie).

Exposé du Directeur du Département de Développement humain de la Banque islamique de développement (BID)

Le Dr. Daouda MALLE, représentant de la Banque Islamique de Développement a traité de l'éducation bilingue et des daaras. Il a mis l'accent sur :

- un projet pilote visant à encourager des écoles coraniques à intégrer parallèlement l'apprentissage du français dans leur démarche ;
- la stratégie innovante de financement durable des projets soutenus par la BID dans différents pays visant entre autres à assurer la prise en charge des élèves les plus défavorisés ;
- le nouveau ciblage des projets, plutôt sociaux (Éducation et Santé) que portés sur les infrastructures.

Exposé du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC)

Monsieur Jacques MALPEL, coordonnateur du PASEC a développé le thème suivant : « Corrélation entre les facteurs scolaires et les apprentissages : comment mesurer la qualité des apprentissages et évaluer la performance des systèmes éducatifs ? ». L'exposé a présenté la réforme du PASEC, les leçons apprises des évaluations, les limites des évaluations internationales. L'importance de disposer d'une gamme variée et étendue de données et d'analyses avant de confirmer l'existence de lien entre les facteurs scolaires et les apprentissages, par exemple, le lien entre la motivation et la performance. L'accent doit être mis sur le réinvestissement des leçons apprises par la mesure des résultats et le rôle des facteurs dans le pilotage et les réformes des systèmes éducatifs.

Session de travail en ateliers

Chaque atelier a démarré par un exposé de cadrage fait par un expert sur les thématiques retenues. M. Éric LANOUE a présenté le thème : « Accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous dans une perspective d'éducation de base élargie, du préscolaire au secondaire », M. Boubacar NIANE a présenté celui de la : « Gouvernance partenariale et décentralisée des systèmes éducatifs régulés par les autorités publiques nationales » et M. Serge PEANO a introduit le thème sur le « Financement durable des systèmes éducatifs des pays membres de la CONFEMEN pour plus d'efficacité et un meilleur coût-efficacité ». Ces exposés de cadrage ont été suivis de présentations en lien avec les 3 thématiques par 12 pays du Nord et du Sud.

- Pour l'atelier 1 sur la qualité et l'équité, les pays ayant apporté leur contribution sont : la France, la Fédération Wallonie–Bruxelles, le Bénin, le Burundi, le Niger et le Togo.
- Pour l'atelier 2 sur la gouvernance partenariale décentralisée le Canada Nouveau-Brunswick, le Canada Québec et le Cameroun ont exposé leur expérience pays.
- Et enfin pour l'atelier 3 sur le financement durable, les pays ayant contribué sont la Roumanie, la RDC et Maurice.

Ces trois ateliers ont donné lieu à des rapports qui sont joints en annexe (cf. Rapports d'atelier annexe 1).

Synthèse générale

Le consultant principal M. Mamadou NDOYE a procédé en séance plénière, avec les 3 experts des thématiques, à la présentation de la synthèse générale en prenant appui sur les résultats des travaux d'ateliers. Des défis pour l'après 2015 ont été ressortis. Un cadre de politique et des stratégies à mettre en place précisant les nécessaires changements de paradigme ont été présentés.

Le cadre de politique général a fait référence à :

- L'EPT n'est pas une option parmi d'autres, encore moins une utopie, mais une obligation éthique et légale qui s'impose aux États, un bien public mondial qui engage la responsabilité de la communauté internationale ;
- L'équité, ce n'est pas donner le même type d'éducation à tous, mais plus et mieux à ceux qui en ont le moins et selon les besoins ;
- La qualité n'existe pas sans l'équité ;
- Vision holistique : L'EPT exige de dépasser le modèle unique pour tous afin de promouvoir un système ouvert, diversifié, flexible et intégré offrant à chacun et à chacune les opportunités d'apprentissage correspondant à ses besoins et à sa situation;
- Politiques stratégiques : L'EPT n'est pas l'éducation pour l'éducation, ni la simple acquisition de « savoirs décontextualisés », c'est le développement de connaissances, de compétences et d'attitudes permettant à l'apprenant de faire face avec succès aux problématiques essentielles de leur environnement local, national, régional et mondial (développement durable : conscience et comportement écologiques, sociétés inclusives, tolérance, paix et sécurité).

Les stratégies pour UNE ÉDUCATION INCLUSIVE DE QUALITÉ POUR TOUS concernent :

- La mobilisation sociale et politique :
 - concertation sur ce qu'est la qualité ;
 - consensus sur des minimas qualité ;
 - des socles communs des compétences ;
 - compréhension des différences d'appréciation de ce qu'est la qualité de l'éducation selon les contextes éducatifs et les milieux sociaux.
- La production de la qualité au niveau des écoles formelles et des lieux d'apprentissage :
 - lutte contre les facteurs de non-qualité ;

- Choix judicieux des intrants de qualité (Gestion du temps scolaire, utilisation des langues nationales, climat scolaire) ;
 - formation des enseignants et des formateurs en vue de la remédiation des difficultés des apprenants ;
 - suivi et contrôle des parcours des apprenants ;
 - lutte contre le décrochage.
- La recherche et l'évaluation de la qualité en vue du renforcement des capacités d'analyse des acteurs :
 - attention portée aux évaluations nationales en complément des évaluations internationales ;
 - exploitation des évaluations existantes de type PASEC en vue d'actions ciblées vers des zones et des publics prioritaires.

Les stratégies pour UNE GOUVERNANCE PARTENARIALE ET DÉCENTRALISÉE :

- Mise en place d'un cadre juridique et institutionnel définissant le rôle des acteurs, les compétences dévolues, la part des financements ;
- Établissement d'instances partenariales au niveau national et local afin de promouvoir la concertation, le pilotage, la reddition de comptes, l'information, l'évaluation, la prévention et la gestion des conflits ;
- Renforcement de la gouvernance au niveau des établissements scolaires en vue d'une meilleure autonomisation

Les stratégies pour LE FINANCEMENT DURABLE DE L'EBIQUÉ AVEC PLUS D'EFFICIENCE ET D'EFFICACITÉ :

- Un effort financier massif des États pour répondre aux défis de l'élargissement de la qualité et restaurer l'image de l'école publique auprès des parents ;
- Des cadres de partenariat renforcés et adaptés aux contextes des pays ;
 - État, parents, communautés pour la gestion des écoles, appui local ;
 - État, PTF, ONG (alignement stratégique gestion intégrée) ;
 - État, secteur privé, faciliter les soutiens par un cadre réglementaire adapté ;
- Accroître l'efficacité de la dépense publique par une meilleure gestion des enseignants, associant des communautés et des collectivités décentralisées, développement de marges d'autonomie de gestion pour les établissements ;
- Assurer la transparence dans l'allocation des ressources, l'utilisation des moyens et le développement de modalités de redevabilité à tous les niveaux.

Les recommandations énoncées en conclusion de la synthèse sont :

- Accroître de façon substantielle le financement de l'éducation en accordant au secteur une moyenne de 8% du PIB ;

- Promouvoir des politiques transformationnelles pour construire des systèmes éducatifs ouverts, flexibles et réactifs aux besoins des jeunes et à la demande évolutive de la société et de l'économie ;
- Se focaliser sur l'école et la classe comme lieux décisifs d'investissements et d'action où se déroulent les changements pour l'amélioration continue de la qualité ;
- Réussir l'autonomisation administrative, financière et pédagogique des établissements et faire émerger un leadership transformationnel à la base tout en renforçant les capacités des acteurs ;
- Développer des politiques systémiques de mobilisation et d'utilisation optimales des enseignants : recrutement rigoureux, formation initiale et continue pertinente et efficace pour l'amélioration continue de l'apprentissage, déploiement rationnel en fonction des besoins du terrain, conditions d'emploi valorisantes, évaluation et reconnaissance du mérite, gestion de la carrière incitative ;
- Appuyer la recherche et l'évaluation pour l'accompagnement scientifique et technique de la formulation des politiques et du pilotage des réformes ;
- Renforcer les capacités des parlementaires et autres élus pour une compréhension approfondie des politiques, objectifs et stratégies d'éducation ;
- Se focaliser sur l'équité et la qualité comme les deux piliers combinés d'une éducation de base élargie, inclusive et de qualité pour tous.

Cérémonie de clôture

Le rapporteur général désigné, M. Jovin MUKADI TSANGALA, Conseiller chargé de la Coopération internationale du Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la République démocratique du Congo a procédé à la lecture du rapport général. Après cette lecture et l'adoption des messages clés et des pistes de recommandations, les autorités suivantes ont pris la parole :

M. le Secrétaire général de la CONFEMEN, a adressé les remerciements de la CONFEMEN à l'ensemble des participants et plus particulièrement à l'OIF, la BID et la Coopération luxembourgeoise qui ont apporté leur soutien financier à l'organisation de la réunion-débat. Il a salué la pertinence des réflexions et propositions qui ont permis (i) de faire un diagnostic de la qualité, de la gouvernance et du financement de nos systèmes d'éducation et de formation, en termes de forces et de faiblesses, (ii) d'identifier les contraintes majeures qui entravent le développement et l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les pays francophones, (iii) de partager les expériences en matière de bonnes pratiques et surtout (iv) de dégager des actions prioritaires et des stratégies appropriées pour l'après 2015. Il a donné l'assurance que le STP exploitera à bon escient les productions des ateliers et des experts afin d'élaborer les documents de travail de la 56ème conférence ministérielle qui se tiendra à Abidjan.

Il a invité les délégations présentes à faire l'écho des travaux de la CONFEMEN, auprès de leurs ministres respectifs, en vue d'intégrer des étapes décisives de l'agenda 2014 de la CONFEMEN, à savoir la réunion des décideurs sur l'évaluation les 21 et 22 mai à Dakar et celle des ministres en juillet 2014, à Abidjan.

La Présidente en exercice de la CONFEMEN a fait une mention spéciale au Ministre sénégalais de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat, Monsieur Mamadou TALLA, qui a bien voulu présider les cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi qu'au Ministre de l'Éducation nationale, Monsieur Serigne Mbaye THIAM, dont elle a souligné l'engagement permanent et la constante disponibilité à

accompagner la CONFEMEN. Elle a exprimé sa gratitude profonde à ses collègues Ministres du Gabon et de la Guinée pour avoir fait le déplacement et à toutes les délégations présentes de même qu'à tous les partenaires de la CONFEMEN.

Elle a réaffirmé la disponibilité de la CONFEMEN à poursuivre la collaboration avec tous les partenaires de l'École pour l'atteinte des objectifs communs en faveur du développement des systèmes éducatifs, particulièrement dans l'espace francophone.

Le Ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat du Sénégal a procédé à la clôture de l'atelier en saluant la richesse des échanges qui vont permettre à la CONFEMEN de disposer d'un cadre de politique d'éducation de base inclusive et de qualité, élargie pour tous et dont l'effet attendu sera de doter les pays membres de la CONFEMEN de systèmes d'éducation et de formation qui permettront aux enfants, quels que soient l'origine sociale, la situation économique, l'état physique, le genre, de bénéficier d'une éducation de qualité en vue de maîtriser les apprentissages fondamentaux et de devenir des citoyens responsables, capables de s'adapter à un monde qui évolue à une allure vertigineuse.

En remerciant tous les participants et après leur avoir souhaité un bon retour dans leurs pays et foyers respectifs, il a déclaré clos les travaux de la réunion débat.

ANNEXE 1

Rapports d'ateliers

RAPPORT DES TRAVAUX DE L'ATELIER 1

THÉMATIQUE DE LA QUALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ

Les membres de l'atelier 1 ont d'abord écouté l'exposé de cadrage sur le thème : « accès à une éducation inclusive de qualité pour tous dans une perspective d'éducation de base élargie, du préscolaire au secondaire », thème que l'orateur, Monsieur Éric LANOUE a reformulé en ces termes : « Qualité et équité de l'éducation : du labyrinthe conceptuel à des dispositifs opérationnels d'amélioration impulsés de la base au sommet ».

Monsieur LANOUE a introduit sa communication par un passage en revue de la qualité de l'éducation face aux enjeux actuels et post 2015. Ces enjeux qu'il a regroupés en cinq points se présentent comme suit : montée en puissance de la question de la qualité : quelle traduction effective ? qualité versus quantité : extension/expansion des systèmes éducatifs et défis posés ; accès à un préscolaire équitable et de qualité ; accès à un collège équitable et de qualité et les conditions de liaison et de transition entre les niveaux d'enseignement dans le sens d'une éducation de base élargie centrée sur la qualité et l'équité. Abordant le vif du sujet, l'intervenant a articulé ses propos autour de trois points :

1- La qualité de l'éducation, un labyrinthe conceptuel, choix et discussion de deux approches. À ce sujet, il a situé la réflexion à deux niveaux : l'approche industrielle qui considère les inputs et les outputs et l'approche sociologique multi-acteurs qui induit la création d'un « tissu » propice à la production et à l'évaluation de la qualité de l'éducation ; il a dégagé l'intérêt, les forces et les points de vigilance afférents aux deux approches.

2- Le bilan et la prospection sur les indicateurs et les mesures de la qualité de l'éducation ; ici l'intervenant s'est d'abord interrogé sur la possibilité d'un consensus autour de la définition de la qualité avant d'aller à ce qu'il a appelé les mesures quantitatives et leur évolution ainsi qu'aux mesures qualitatives à promouvoir à des échelons décentralisés et locaux.

3- Quelques pistes d'opérationnalisation d'une démarche qualité de l'éducation, en Afrique subsaharienne francophone notamment. Ces pistes vont selon l'orateur, du soutien à la recherche francophone en sciences sociales à l'appui à la formation des acteurs de l'évaluation et de la production locale de la qualité de l'éducation en passant par l'exploitation des données du PASEC et la compréhension des représentations sociales comme facteurs de construction de la qualité de l'éducation.

Après cet exposé de cadrage, six études de cas ont été présentées ; il s'agit notamment de celles :

- de la FRANCE sur le thème « refonder l'éducation prioritaire », présentée par Madame Nadine PROST,
- de la Fédération WALLONIE-BRUXELLES, présentée par Monsieur Michel WEBERT,
- du BÉNIN sur « la problématique de l'éducation de base dans les milieux défavorisés » par Monsieur Elme Marino Imbert GOMEZ
- du BURUNDI sur « la prise en charge des enfants de la rue au Burundi » par Monsieur Pascal MUKENE
- du NIGER sur « la formation des enseignants » par Monsieur Galy Kadir Abdelkader

- du TOGO sur « le système d’enseignants itinérants au Togo » par Madame BATCHASSI Iyè épse YOAMONTE.

L’exposé de cadrage ainsi que les présentations ont été suivis d’échanges nourris qui ont permis de remplir la matrice des choix stratégiques en quatre axes qui a été proposée aux participants.

Choix stratégique 1 : Assurer la réussite des apprentissages de base par tous

DÉFIS	STRATÉGIES
<i>Développement d’une éducation inclusive de qualité pour tous</i>	Repérage précoce des difficultés sociales et scolaires des enfants
	Adaptation de l’enseignement/apprentissage à la diversité des besoins des apprenants (culture, besoins spécifiques, rythme d’apprentissage, etc.)
	Intégration des TIC dans l’éducation
	Valorisation de l’apprenant
	Promotion de la pédagogie de la réussite scolaire
	Mise en place des structures régionales de formation des formateurs pour la prise en charge des enfants à besoins spécifiques
<i>Promotion de la collaboration entre l’école et la famille</i>	Mise en œuvre d’un plan de communication aux plans national, régional et local sur le rôle des parents d’élève
	Renforcement des rencontres entre parents et enseignants
	Renforcement de l’encadrement des enfants à l’école
	Promotion du suivi des enfants en famille
<i>Développement d’une vision holistique de la question enseignante</i>	Motivation des enseignants (salaires décents, etc.)
	Valorisation de la fonction enseignante (distinctions honorifiques, etc.)
	Amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants (équipement des établissements en matériels pédagogiques et en manuels suffisants, dotation des enseignants en documents pédagogiques, construction de salles de classe, etc.)
	Recrutement des enseignants en fonction des besoins
	Mise en place un système de motivation et de mesures attractives à la fonction enseignante
	Promotion du dialogue social
<i>Amélioration de l’environnement scolaire</i>	Mise en place des cantines scolaires et des latrines séparées pour les filles
	Implication des élus locaux et des APE dans la gestion de l’école
	Sécurisation du temps d’apprentissage

	Réduction des ratios élèves/enseignant et élèves/table-banc	
Promotion d'une politique éducative non violente à l'école	Sécurisation des apprenants contre toutes formes de violences (châtiments corporels, harcèlements, grossesses précoces, mariages précoces)	
	Mise en place de mesures dissuasives et coercitives contre toutes les formes de violence à l'école	
	Mise en place de dispositifs d'offre d'éducation alternative et de formation professionnelle au bénéfice des filles victimes de grossesses précoces et des enfants non alphabétisés ou néo analphabètes	
Développement d'un dispositif d'évaluation et de recherche au cœur des leviers d'amélioration de la qualité	Institution d'une politique d'évaluation et définition de sa stratégie à tous les niveaux (international, national et local) comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • La participation aux évaluations internationales • La mise en place de dispositifs d'évaluations nationales régulières des acquis (différentes des examens certificatifs) • La mise en place de dispositifs d'évaluation des établissements scolaires effectués par les inspecteurs (diagnostic, appui aux projets d'écoles et évaluation des projets-écoles) • La mise en place d'évaluations formatives et diagnostiques en classe 	
	Créer une structure nationale d'évaluation capable de concevoir, mener, analyser les évaluations et proposer des pistes de politique éducative en fonction des résultats	
	Élaboration de standards pour l'évaluation des performances des élèves (savoir-faire et savoir-être)	
	Mise en place des passerelles avec la recherche afin d'approfondir les résultats d'évaluations et mener des analyses secondaires qualitatives (pratiques enseignantes, attentes des familles, représentations sociales, besoins des élèves, etc.)	
	Diffusion des résultats des évaluations et de la recherche	
	Définition du seuil de compétences de base minimales que les élèves doivent maîtriser pour chaque niveau de l'enseignement de base	
Développement d'un dispositif d'évaluation et de recherche au cœur des leviers d'amélioration de la qualité (suite et fin)		

Choix stratégique 2 : Garantir aux jeunes l'acquisition de compétences indispensables pour vivre et travailler au XXIe siècle

DÉFIS	STRATÉGIES
Mise en place d'un dispositif de formation multidisciplinaire à l'école	Révision des curricula de formation des enseignants et des enfants
	Prise en compte des problématiques émergentes (VIH-SIDA, parenté responsable, éducation à la paix, citoyenneté, tolérance, équité genre, éducation au développement durable, etc.) dans la formation des enseignants
	Utilisation de la langue maternelle comme langue d'apprentissage
	Développement du préscolaire
	Promotion d'une politique d'orientation scolaire et professionnelle
	Définition d'un socle minimum de compétences de l'éducation de base élargie
	Mise en place de la pédagogie personnalisée et autonomisation de l'apprenant
	Développement des TIC et jeux sérieux à intégrer dans les curricula
	Développement des politiques d'apprentissage tout au long de la vie
	Formation à la résolution de problèmes vécus (du milieu)
Adéquation entre la formation et l'emploi des jeunes	Ouverture de nouvelles filières en fonction des besoins du marché de l'emploi
	Développement de la formation technique et professionnelle des jeunes
	Promotion d'une éducation non formelle professionnalisante

Choix stratégique 3 : Promouvoir des chefs d'établissements et des enseignants responsables, compétents et engagés

DÉFIS	STRATÉGIES
Décentralisation de la gestion des systèmes scolaires	Autonomisation et responsabilisation des directeurs d'école
	Mise à disposition des moyens de travail
	Promotion d'une culture de la reddition de compte et de la redevabilité
	Développement des capacités managériales et

	pédagogiques des directeurs d'écoles
Professionnalisation de la fonction de chef d'établissement	Renforcement des capacités des Directeurs d'établissements à la gestion des projets d'écoles
	Formation des chefs d'établissements au leadership
	Mutualisation des bonnes pratiques pédagogiques et de gestion de l'école
	Renforcement des capacités en mobilisation sociale
Professionnalisation du métier de l'enseignant	Institution d'un plan de carrière pour l'enseignant
	Mutualisation des bonnes pratiques pédagogiques
	Renforcement des capacités des enseignants dans l'identification des élèves à problème
	Actualisation des référentiels de formation initiale et continue formation des enseignants
	Formation initiale et continue des enseignants
	Instauration d'un système de suivi pour mesurer les impacts des résultats des formations continues
Institution d'un système de suivi de proximité des enseignants	Renforcement des capacités des personnels d'encadrement (inspecteurs et CP) en supervision pédagogique
	Dotation des inspections pédagogiques en moyens logistiques adéquats
Gouvernance des écoles	Institution d'une liste d'aptitude à la fonction de directeur d'école
	Recrutement les chefs d'établissements sur base de compétences
	Mise en place de dispositifs de sécurisation des ressources destinées à l'acquisition des manuels scolaires au profit des écoles

Autres choix stratégiques (tirés des expériences réussies d'amélioration de la qualité de l'Education de Base)

DÉFIS	STRATÉGIES
Mise en place d'un dispositif de promotion de l'éducation en situation d'urgence	Développement de l'offre éducative (cantines, infrastructures,)
	Favoriser l'accès à l'école dans les zones post conflits
	Mise en place des équipes nationales et régionales (clusters) en éducation
Amélioration du climat scolaire	Instituer un cadre de concertation permanent entre les représentants des élèves, les enseignants, l'administration scolaire et la communauté

	Promouvoir des structures de veille et d'écoute
<i>Amélioration de l'image de l'école auprès des communautés</i>	Mise en œuvre d'un plan de communication sur les objectifs et les missions de l'école
	Implication des parents et des personnes ressources du milieu dans la gestion de la vie de l'école
	Exploitation des ressources du milieu pour mettre en place les savoirs (cognitifs, affectifs et psychomoteurs)
	Développement de partenariats avec la société civile
<i>Implication des élus parlementaires et locaux à l'analyse de la qualité de l'éducation</i>	Sensibilisation des élus
	Formation à l'analyse de la qualité
<i>Régulation de l'enseignement privé</i>	Mise en place et respect d'une carte scolaire rigoureuse
	Institution et respect des normes d'ouverture d'établissements privés
	Mise en place d'un cadre de concertation entre les responsables des écoles privées et les responsables publics de la gestion des systèmes éducatifs

RAPPORT DES TRAVAUX DE L'ATELIER 2

THÉMATIQUE DE LA GOUVERNANCE PARTENARIALE ET DÉCENTRALISÉE

Les 17, 18 et 19 mars 2014, s'est tenue à Dakar au Sénégal une réunion-débat sur le thème de la 56^e session ministérielle « Éducation inclusive et de qualité pour tous en francophonie : Défis et perspectives pour l'après 2015 ».

C'est dans cette optique qu'après la cérémonie d'ouverture et les exposés qui ont suivi, les trois ateliers se sont ouverts dans l'après-midi.

Pour ce qui est de l'atelier n°2 qui portait sur la Gouvernance, il s'est ouvert sur la présentation du Professeur Boubacar NIANE axée sur le rapport de cadrage des « défis et stratégies de la Gouvernance partenariale et décentralisée ».

Dans son intervention, le Professeur a ressorti les aspects liés à l'adéquation formation emploi, le droit à l'information juste, au dialogue pour une responsabilité commune, mais différenciée, au maintien de l'école comme groupe ouvert et à l'adoption ou au renforcement du leadership ciblé et de proximité.

Après cette présentation, le tour est venu au Nouveau-Brunswick/Canada de partager son expérience réussie dans le domaine d'une décentralisation poussée du système éducatif, basé sur un équilibre entre l'État, les districts scolaires et les écoles, sans oublier le rôle prépondérant donné au comité parental d'appui à l'école.

Le paradigme est que chaque élève, peut apprendre, a sa place dans ces écoles et ces sociétés, à sa place en salle de classe, sans oublier la prise en compte de ses forces et ses défis.

Dans une autre approche, le Cameroun nous a éclairés à son tour sur son expérience en matière de décentralisation et de transfert de compétences aux collectivités locales, qui est en cours de mise en œuvre, avec un transfert progressif des ressources financières accompagné d'un recrutement massif du personnel enseignant.

À la suite du Cameroun, le Québec a partagé son expérience basée sur une décentralisation avancée, avec un rôle important donné aux commissions scolaires et aux conseils d'établissements, tout en précisant que le Gouvernement du Québec finance le système à 75%.

Cependant, une faiblesse demeure au niveau de la taxe scolaire, qui fait l'objet de questionnement par certains acteurs.

La dernière présentation a été faite par le Gabon qui nous a entretenus sur la mise en place d'un Conseil National de l'Éducation, la Formation et la Recherche (CNEFOR), ainsi que la loi 21/2011 du 14 février 2012 portant orientations générales de l'éducation, de la formation et de la recherche, au sortir des états généraux de l'Éducation de 2009.

Dans cette loi l'accent est mis sur l'Enseignement technique et professionnel, pour sortir des enseignements classiques. Sans oublier le plan stratégique Gabon Émergent dans lequel nous retrouvons « le Gabon vert, le Gabon des Services et le Gabon Industriel ».

Après les présentations, les travaux se sont poursuivis avec l'identification des défis et la définition des stratégies dans les tableaux ci-dessous.

Dans le premier tableau : « promouvoir une gouvernance partenariale et participative qui apporte une plus-value significative aussi bien dans le financement et dans la gestion que dans l'élaboration, la planification et l'évaluation des politiques », cinq (5) défis ont été identifiés avec des éléments de stratégies.

Dans le deuxième tableau axé sur : la réussite de la coordination et la régulation des activités de façon à en assurer la synergie et l'efficacité, trois (3) défis ont été retenus, suivis d'illustrations stratégiques.

Pour ce qui est du troisième tableau relatif à la promotion de l'autonomie et la responsabilité des établissements de manière à accroître la prise d'initiatives, la pertinence de l'utilisation des ressources et l'engagement des acteurs à la base, trois (3) défis ont également ont été retenus les participants, qui les ont assortis de quelques stratégies.

Le dernier tableau axé sur les autres choix stratégiques tirés des expériences réussies de GPP et de l'EDB élargie, a été enrichi de trois stratégies.

Tableaux d'identification des défis et définitions des stratégies appropriées pour :

- Promouvoir une gouvernance partenariale et participative qui apporte une plus-value significative aussi bien dans le financement et la gestion que dans l'élaboration, la planification et l'évaluation des politiques ;

	LES DÉFIS	LES STRATÉGIES
1	La compréhension commune de la gouvernance partenariale décentralisée par tous les acteurs	-Mise en place d'un cadre juridique et institutionnel en précisant les compétences à partager et à transférer ; -Sensibilisation, information, responsabilisation et mobilisation de toutes les parties prenantes ;
2	Mobilisation/fidélisation des acteurs ou des partenaires	-Dispositif de concertation permanente entre acteurs ; -Prise en compte des besoins des acteurs
3	Transparence dans la gestion	-Reddition des comptes ; -Contrôle citoyen
4	Insuffisance des financements	-Diversification des sources de financement : -Accroissement de la participation du secteur privé et taxation diverse ; -Allocation et transfert effectif des fonds sur la

		base des critères équitables
5	Faire référence aux pratiques extérieures réussies	-Contextualisation des approches

- Réussir la coordination et la régulation des activités de façon à en assurer la synergie et l'efficacité ;

N°	LES DÉFIS	LES STRATÉGIES
1	Coordination	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'instances de concertation et de pilotage à tous les niveaux ; - Mise en place de mécanismes de coopération ; - entre autorités administratives, académiques et politiques au plan national et local.
2	Existence de dispositif de suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Définition des normes standards de performances ; - Développement de systèmes d'informations fiables ; - Mise en place de mécanismes et d'instruments de reddition des comptes ; - Tenue de revues périodiques ; - partage d'information à tous les niveaux
3	Existence de mécanismes de régulation	<ul style="list-style-type: none"> - Prévention et gestion des conflits - Mise en place d'observatoire (système de veille et d'alerte) ; - Système de sanctions (punitions et récompenses) ; - Arbitrages ; - Contrôle citoyen.

- Promouvoir l'autonomie et la responsabilité des établissements de manière à accroître la prise d'initiatives, la pertinence de l'utilisation des ressources et l'engagement des acteurs à la base ;

N°	LES DÉFIS	LES STRATÉGIES
1	Déficit de leadership transformationnel des acteurs à la base	Formation des acteurs
2	Capacité à s'autogérer	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un cadre réglementaire ; - Mise à disposition des ressources humaines et financières ; - L'implication des collectivités locales dans le recrutement des personnels enseignants ; - Gestion rationnelle des ressources humaines.

3	Communauté engagée et des collègues performants	- Consultations périodiques sur les questions liées à l'établissement.
4	Allocation équitable des ressources	- Transfert de finance accompagné par une politique de discrimination positive en faveur des régions les plus éloignées et socioéconomiquement faibles en tenant compte des ressources des régions et des préfectures.

- Autres choix stratégiques tirés des expériences réussies de GPP de l'EDB élargie

Mise en place des comités de gestion dans les régions et les départements, avec allocations budgétaires
Amélioration de l'organisation et du fonctionnement des associations des parents d'élèves
Monitoring participatif des performances
Organisation et fonctionnement des conseils d'établissement cas du Canada

Au terme de ces échanges, un fort consensus s'est dégagé sur une école de qualité pour tous, tout en redéfinissant au préalable le rôle de chacun.

Pour ce faire, il doit y avoir une volonté politique accrue d'aller vers la décentralisation, en ayant comme conséquence de donner plus de pouvoir aux acteurs avec un transfert conséquent et équitable de compétences juridiques et financières.

Par contre, il est à noter que dans les pays africains, les expériences de décentralisations des systèmes éducatifs ne sont pas encore aussi avancées que dans les pays du nord.

RAPPORT DES TRAVAUX DE L'ATELIER 3

THÉMATIQUE DU FINANCEMENT DURABLE

L'atelier sur la thématique « Financement », composé d'une vingtaine de participants, délégués venant du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso, de la RDC, de l'île Maurice, de la Roumanie, du Togo, du Niger, du Cameroun, du Laos, du Tchad, de la BID, du CSFEF, de ANCEFA, de l'OIF, de l'UVA, a travaillé autour du Président Simbo TOUNKARA (Mali), du Rapporteur Cheikh MBOW (COSYDEP /Sénégal) appuyé par Marise Evora SAGNA (ANCEFA) sous la facilitation de Serge PEANO.

Sur la base des communications introductives en plénière, de l'exposé de cadrage du facilitateur ainsi que des échanges d'expériences, l'atelier a passé en revue :

A. Les présentations pays (Roumanie, RDC, Maurice) qui nous ont permis de retenir :

- ✓ L'importance de l'État comme régulateur des services éducatifs pour la garantie d'une mobilisation cohérente et efficace de l'ensemble des facteurs éducatifs
- ✓ L'importance d'une adhésion stricte aux règles fiscales, au respect du calendrier budgétaire, à la correspondance entre les estimations budgétaires et les dépenses.
- ✓ Le financement de base et le financement complémentaire qui se réalisent en conformité avec le contrat de management local.
- ✓ La promotion d'une responsabilisation accrue par l'introduction de nouvelles pratiques de gestion au niveau local
- ✓ L'exigence que les ressources soient équitablement allouées et utilisées de manière judicieuse selon un rapport coût-efficacité et une obligation de redevabilité fondée sur les résultats.
- ✓ L'utilisation des indicateurs de performance pour les décaissements qui contribue à une plus grande rigueur dans le contrôle des procédés internes et de suivi.
- ✓ La Responsabilité sociale des Entreprises (RSE) qui offre une plateforme permettant au secteur public, au secteur privé et à la société civile de mettre en commun leurs ressources financières, humaines et techniques en vue de soutenir le développement social et environnemental du pays.
- ✓ L'harmonisation des actions des donateurs pour plus de transparence et une plus grande efficacité collective
- ✓ La pertinence de l'introduction d'allocations directes aux écoles avec une allocation supplémentaire pour récompenser la réalisation des cibles de performance.
- ✓ L'impact des compétitions entre les écoles, basées sur l'évaluation institutionnelle de chaque établissement, qui favorise l'excellence des performances.

- ✓ Un déploiement plus rationnel des enseignants qui pourrait apporter plus d'efficacité dans le système éducatif.
- ✓ La mise en place de stratégies de pérennisation des acquis des projets et programmes de développement avec un budget domestique conséquent

B. Les consignes de travail en nous appuyant sur les constats ci-après :

- ✓ La mobilisation de ressources additionnelles est indispensable pour élargir une éducation de base inclusive et de qualité
- ✓ La politique fiscale doit intégrer des mécanismes pouvant soutenir l'éducation
- ✓ L'allocation équitable des ressources est un facteur d'égalisation des chances
- ✓ L'orientation des investissements dans les écoles et dans les classes constitue un facteur décisif pour l'amélioration continue de la qualité ;
- ✓ Les politiques de gratuité scolaire contribuent fortement à la généralisation de l'éducation de base au sein des communautés
- ✓ Un financement domestique conséquent traduit une volonté marquée pour l'éducation
- ✓ La rigueur, la redevabilité dans la mobilisation et l'allocation des ressources permettent de garantir une gestion efficace et efficiente

C. Le renseignement du cadre des défis et stratégies, en vue de :

- ✓ Mobiliser les ressources complémentaires nécessaires au financement de l'élargissement de l'EDBIQ ;
- ✓ Ajuster les coûts de l'EDBIQ à des niveaux supportables ;
- ✓ Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources aussi bien internes que provenant de l'assistance extérieure ;
- ✓ Identifier d'autres choix stratégiques tirés des expériences réussies de financement de l'EDB élargie

Mobiliser les ressources complémentaires nécessaires au financement de l'élargissement de l'EDBIQ ;

LES DÉFIS	LES STRATÉGIES
Mobilisation des ressources internes	<ul style="list-style-type: none"> ○ Révision du cadre incitatif de référence du (FTI) afin de l'adapter au contexte pays et d'augmenter le budget pour l'éducation ; ○ Priorisation budgétaire pour l'éducation de base ; ○ Réalisation de plus d'efforts financiers ;

	<ul style="list-style-type: none"> o Adoption d'une taxation spécifique au profit de l'éducation ; o Construction d'une stratégie et d'un argumentaire pour faire de l'éducation une priorité du Gouvernement.
Gratuité de la scolarisation des enfants	<ul style="list-style-type: none"> o Promotion du principe de la gratuité pour l'éducation de base : l'éducation est une responsabilité du Gouvernement. o Adaptation du principe de gratuité dans le contexte de chaque pays o Exploitation des opportunités de collaboration État/Parent/Communauté
Renforcement de la contribution des Collectivités décentralisées	<ul style="list-style-type: none"> o Utilisation optimale des ressources propres au profit de l'éducation o Investissement effectif de toute ressource destinée à l'éducation o Mise en place de mécanismes de cofinancement entre l'État et les associations communautaires
Participation de la diaspora, des mécènes et philanthropes	<ul style="list-style-type: none"> o Sensibilisation de la diaspora, des mécènes et philanthropes pour développer leurs contributions o Définition d'un cadre légal de coordination et de valorisation de ces contributions
Développement des financements innovants	<ul style="list-style-type: none"> o Promotion de la Responsabilité sociale des entreprises. o Adoption d'un système de taxation sur les télécommunications, les transports internationaux, l'exploitation des ressources naturelles... o Développement des capacités d'autofinancement des écoles o Parcimonie dans la gestion des budgets nationaux
Engagement formel des Partenaires de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> o Adéquation avec les politiques et stratégies éducatives des pays o Respect des engagements avec les pays o Renforcement des cadres réglementaires de coordination du partenariat multi acteurs

Ajuster les coûts de l'EDBIQ à des niveaux supportables ;

LES DÉFIS	LES STRATÉGIES
Maîtrise du taux de redoublement	<ul style="list-style-type: none"> o Mise en œuvre de pédagogies compensatoires pertinentes ; o Adoption d'un système efficient de prévention (suivi individualisé) intégrant le

	renforcement des capacités des enseignants et la réforme du système d'évaluation.
Amélioration de la formation/statut de l'enseignant	<ul style="list-style-type: none"> o Allocation de ressources conséquentes pour la formation initiale et continuée des enseignants ; o Réduction des disparités dans le statut des enseignants
Utilisation optimale des enseignants	<ul style="list-style-type: none"> o Recrutement et déploiement d'effectifs d'enseignants en fonction des besoins o Prise en compte d'un ratio qualitatif Enseignant/Élèves dans la gestion des classes
Maîtrise des coûts de construction	<ul style="list-style-type: none"> o Définition de programmes et modèles de construction à moindre coût, en relation avec les communautés.

Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources aussi bien internes que provenant de l'assistance extérieure ;

LES DÉFIS	LES STRATÉGIES
Gouvernance et transparence dans la gestion des ressources	<ul style="list-style-type: none"> o Systématisation de la redevabilité de tous les responsables, à tous les niveaux dans la gestion des moyens, leur utilisation et l'obligation de résultats. o Mise en place de cadres multi acteurs de veille et de suivi
Rationalité dans l'allocation des ressources humaines et financières	<ul style="list-style-type: none"> o Mise en place d'un dispositif pertinent, efficace et transparent o Adoption de stratégies nationales partagées o Efficacité et efficience dans la gestion des ressources o Engagement pour une gestion axée sur les résultats
Coordination des efforts nationaux et appuis extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> o Adéquation avec les politiques et stratégies éducatives des pays o Intégration de l'aide extérieure dans les mécanismes financiers nationaux. o Renforcement des cadres réglementaires de coordination du partenariat multi acteurs